



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
 MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
 SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
 PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)  
 N° Projet : P176396/ P180987  
 Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

Intitulé du projet	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI « PAFEN »
SUR FINANCEMENT IDA :	E0930-BI/E2820-BI
N° du Projet :	P176396/P180987

Activité 2.4.4.5	Recrutement d'un « conseil Spécialiste en Développement de solutions logicielles » en faveur du Bureau des Etudes Stratégiques et de Développement (BESD)
Bénéficiaire	BESD

## TERMES DE REFERENCE

RECRUTEMENT D'UN EXPERT CONSEIL SPECIALISTE EN DEVELOPPEMENT DE SOLUTIONS LOGICIELLES EN FAVEUR DU BUREAU DES ETUDES STRATEGIQUES ET DE DEVELOPPEMENT (BESD)

MAI 2026



Kinindo, Quartier Zeimet  
 Jonction Rues Kiremba et  
 Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



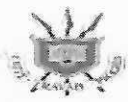
pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi



## I. INTRODUCTION

Le Gouvernement du Burundi a obtenu un don de la Banque mondiale (BM) pour financer le Projet d'Appui aux Fondations de l'Économie Numérique (PAFEN) d'un montant total de 92 millions de dollars américains, y compris le financement additionnel pour la modernisation de la gestion des finances publiques (GFP). Il est prévu qu'une partie des ressources de ce projet soit utilisée pour financer les prestations d'un « **Expert-conseil Spécialiste en Développement de solutions logicielles** ».

## II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

### 1. Objectif et Description du PAFEN

L'objectif du Projet est d'augmenter l'accès à l'internet à haut débit, particulièrement pour les populations mal desservies, et d'améliorer la capacité du Gouvernement à gérer les ressources plus efficacement et fournir des services publics par voie numérique ; ce qui contribuera à jeter les bases d'un développement accéléré de l'économie numérique du Burundi.

#### Les Composantes du Projet

Le Projet comprend 4 composantes ci-après :

#### Composante 1 : Accès et inclusion numériques

- Sous-composante 1.1 : Environnement favorable au développement du marché du haut débit et à l'accès numérique
- Sous -composante 1.2 : Accès à la connectivité locale
- Sous -composante 1.3 : Facilitateurs d'accès local et d'inclusion numérique

#### Composante 2 : Facilitateurs de la prestation de services publics numériques

- Sous-composante 2.1 : Cadres institutionnels, juridiques, de gouvernance et technologiques pour les services en ligne
- Sous -composante 2.2 : Infrastructure et plates-formes gouvernementales numériques partagées
- Sous -composante 2.3 : Numérisation de certains services et de cas d'utilisation phares
- Sous -composante 2.4 : Modernisation des principaux processus de Gestion des Finances Publiques (GFP)





RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

### Composante 3 : Coordination institutionnelle et gestion du projet

### Composante 4 : Composante de réponse d'urgence

Le PAFEN soutiendra une série de réformes visant à (i) renforcer le secteur des infrastructures numériques, le rendant plus attractif pour les investissements, (ii) rapprocher les services des citoyens et à améliorer l'efficacité et la transparence du secteur public ; et (iii) soutenir l'utilisation des technologies numériques et des données pour faciliter la prise de décisions politiques et promouvoir les investissements.

Le projet est mis en œuvre par une Unité de Gestion du Projet (UGP) mise en place au Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication (SETIC).

## 2. Justification de l'Assistance

Parmi ses activités, le Projet cherchera à créer un gouvernement numériquement actif en finançant des facilitateurs numériques transversaux qui peuvent (i) stimuler la capacité de prestation de services publics numériques par le biais de cadres juridiques, réglementaires et institutionnels solides, d'une infrastructure numérique abordable, économe en énergie et résiliente, et de plates-formes publiques numériques partagées, interopérables et sécurisées ; (ii) soutenir l'augmentation progressive des services électroniques transactionnels ; et (iii) augmenter l'utilisation des technologies numériques par le gouvernement.

Le PAFEN intègre un mécanisme d'assistance technique pour renforcer la capacité du gouvernement à élaborer et à mettre en œuvre des initiatives, des réformes et des programmes clés dans le domaine numérique en mettant l'accent sur les priorités stratégiques, telles que l'infrastructure numérique, les services publics numériques et la cybersécurité. Le mécanisme vise à financer (i) le recrutement d'experts qualifiés pour des missions à court et moyen terme, (ii) des formations en thématiques numériques pour les fonctionnaires d'état ; et (iii) des voyages d'étude pour les fonctionnaires pour explorer les meilleures pratiques mondiales.

Cette mission, s'inscrit précisément dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité 2.4.4.5 du Plan de travail et du budget annuels (PTBA) approuvé pour 2024-2025 : « **Recrutement de 03 experts pour le Bureau d'Etudes Stratégiques et de Développement (BESD)** » rattaché à la Présidence de la République du Burundi et chargé du suivi des projets prioritaires du Gouvernement.

Le PAFEN désire recruter, pour le compte du BESD, un Expert-Conseil possédant des connaissances approfondies dans les Systèmes d'information (SI) avec un focus sur la GFP pour assurer le suivi et le contrôle des différentes activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre du PAFEN.

Cette assistance accompagnera le BESD dans le suivi et la coordination des projets de digitalisations prioritaires et, en particulier dans le suivi du processus de réalisation du nouveau SI mis en œuvre par le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Économique (MFBPE), le système de



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

gestion intégrée des taxes internes à l'OBR, le système de gestion des ressources humaines au MFPTE et le eGov. Elle apportera son expertise en conseils sur la gestion d'un projet d'une telle envergure nationale qu'est la digitalisation de la gestion financière de l'Etat du Burundi, sur toutes ses phases, notamment : la réalisation du système, l'appui dans la description des processus logiciels, la vérification des livrables, le renforcement et les transferts des compétences pour les techniciens.

Les présents Termes de référence (TDR) sont élaborés pour préciser les objectifs de la prestation et le cahier de charges du Consultant qui sera recruté à cet effet.

### III. OBJECTIFS DE LA MISSION

#### 1. Objectif global

La mission globale est d'apporter un soutien stratégique et consultatif au BESD en matière de solutions logicielles pour la mise en œuvre des projets de digitalisation des services publics avec une attention particulière sur la réalisation du :

- ✓ Système de gestion des finances publiques en mode budget programme (BP) conformément à la Loi Organique relative aux Finances Publiques (LOFIP) n°1/20 du 20 juin 2022. Il sera également mis à contribution pour la mise en place d'autres solutions digitales envisagées dans le cadre de la digitalisation des services publics en général et, en particulier dans le cadre du PAFEN.
- ✓ Du système intégré de gestion de la collecte des impôts et taxes par l'OBR ;
- ✓ Du système de gestion des ressources humaines de la Fonction Publique.
- ✓ L'eGov.

#### 2. Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, cet expert aura pour missions essentielles de :

- Appuyer le BESD dans la coordination et l'orientation stratégique des projets de digitalisation d'envergure nationale sur les volets SI et Solutions logicielles ;
- Apporter conseils au cours de toutes étapes ou phases de mise en place des SI en cours notamment ceux en lien avec la gestion en mode BP et la digitalisation de la collecte des impôts, Taxes, MFPTE et l'eGov ;
- Sensibiliser le BESD sur l'importance de eGov et sur le rôle qu'il peut jouer dans la mise en place de celui-ci ;



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

- Se basant sur la stratégie élaborée au niveau du PAFEN, appuyer le BESD dans l'identification de l'entité d'implémentation de eGov et des services prioritaires à implémenter ;
- Appuyer le BESD pour s'assurer que l'entité d'implémentation de eGov est responsabilisée et commence effectivement cette activité ;
- Tout au long de la mise en œuvre de ces projets, s'assurer que les livrables et réalisations sont effectuées avec la qualité requise, en conformité avec les cahiers des charges et les normes internes et internationales en lien avec les SI dans leurs composantes processus métiers et spécificités fonctionnelles ;
- S'assurer que le choix du scénario d'acquisition desdits SI est conforme au contexte du pays et à la politique nationale y relative, ainsi qu'à la feuille de route préalablement arrêtée pour leur mise en œuvre. En particulier, pour le système intégré de gestion des finances publiques (SIGFP), le système intégré de gestion des recettes fiscales et non fiscales (ITAS) et le système de gestion des ressources humaines de la fonction publiques, s'assurer que ce choix est conforme au calendrier de la réforme induit par l'implémentation de la solution de gestion en mode BP.

#### IV. ETENDUE DE LA MISSION DE L'EXPERT-CONSEIL

Sous l'autorité et la supervision directe du Chef de BESD à la Présidence de la République du Burundi, l'Expert-Conseil travaillera en étroite collaboration les différentes entités gouvernementales impliqués dans la mise en œuvre des différentes activités et l'UGP du PAFEN.

L'expert aura pour mission :

##### . Au niveau Coordination et Stratégie

- Appuyer dans l'élaboration et le respect des normes de développement des SI et des Solutions digitales dans le secteur public en général et/ou du secteur public décentralisé ;
- Apporter un soutien au développement des SI du gouvernement pour s'assurer de la mise en œuvre effective des orientations stratégiques par les entités concernées ;
- Appuyer dans la coordination de la mise en œuvre de la stratégie de numérisation, des initiatives d'administration en ligne et de l'architecture d'entreprise gouvernementale ;
- Apporter conseils aux entités en charge, sur la gouvernance et la gestion de données publiques eu égards aux normes en place et au portefeuille de projets du gouvernement ;



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

- S'assurer de la qualité des plans de renforcement des capacités des experts sectoriels en matière de conception, développement et supervision des principaux SI nationaux ;
  - Au nom du BESD, suivre et contrôler le développement des SI pour la gestion des finances publiques et de l'eGov
1. **Pour tout projet de digitalisation dans lequel il sera impliqué au nom du BESD, l'assistance du prestataire choisi s'articulera autour des tâches suivantes :**
- a) **Au titre du suivi de la réalisation du SI :**
- Conseiller le BESD sur la qualité des spécifications techniques et fonctionnelles en cours d'élaboration par les entités concernées ;
  - S'assurer que les besoins stratégiques des hautes autorités en termes de monitoring, reporting ou autres aspects sont prises en compte lors de la définition des besoins pour les différents projets de digitalisation du gouvernement
  - Veiller au respect du planning, du budget et des objectifs définis ;
  - Identifier et anticiper les risques et proposer des solutions correctives ;
  - Au regard des plans établis, analyser les rapports d'étapes ou ponctuels (à la demande) des prestations produites par les entités d'implémentation des différents projets et faire des recommandations ;
- b) **Au titre d'appui à la définition des processus Organisationnels :**
- Analyser les processus existants et proposer les points d'amélioration ;
- c) **Au titre du suivi qualité pour les solutions informatiques mises en œuvre :**
- Assurer le suivi de l'avancement du projet conformément à la feuille de route adoptée et approuvée ;
  - Assurer le respect des méthodologies retenues pour la réalisation du projet ;
  - Vérifier la conformité avec les exigences de performances ;
  - Vérification tout au long du projet si les livrables sont conformes au cahier des charges et les normes internes et internationales ;
  - Participer à l'actualisation des normes internes (conception et développement d'applications, gestion de projets, ...) de développement des solutions informatiques et des outils nécessaires.



**2. Conduire toute autre activité jugée utile pour la réalisation de toute autre activité liée à la digitalisation des services publics dans sa dimension Solutions logicielles et applicatifs.**

**V. LIVRABLES DU CONSULTANT**

Pour chaque projet rentrant dans son champ d'intervention, et en tenant compte de son calendrier de mise en œuvre, l'Expert-Conseil aura à produire les livrables suivants :

1. **Feuille de route** : Deux semaines à compter de la date de la signature du contrat, une feuille de route détaillée reprenant ses interventions durant la période contractuelle, validée par le BESD et le PAFEN ;

**I. Au niveau Coordination et Stratégie**

1. Audit des systèmes existants, montrant entre autres les lacunes qui devraient être comblés et qui participeraient à la justification des projets en cours ;
2. Etude de faisabilité des projets en cours. Si de telles études ont été fait, les améliorer en y apporter un avis critique. Sans être exhaustif, ces rapports doivent aussi inclure les points suivants :
  - Avis motivé sur les plans de transfert des compétences puis sur le déroulement de ce transfert aux équipes des institutions concernés
  - Identification des mesures complémentaires aux solutions digitales à mettre en place pour atteindre les résultats souhaités au départ
  - Avis motivé sur leur alignement avec les documents stratégiques comme le PDDSP 2023-2033 et le PNDTIC ;
3. Propositions de normes à mettre en place pour le développement des solutions digitales dans le secteur public ;
4. Avis sur l'expression des besoins pour la mise en place des différents systèmes, en particulier sur la prise en compte des besoins stratégiques des hautes autorités (reporting et autre aspects) et l'interopérabilité entre les solutions décrites à travers les différents cahiers de charge ;
5. Avis motivé sur les plans de renforcement des capacités des experts sectoriels en matière de conception et de développement de logiciels ainsi que la supervision des systèmes d'information nationaux ;



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

## II. Au niveau de l'accompagnement et le Suivi dans le développement

1. Rapport de suivi trimestriel des différents projets se prononçant entre autres aspects :

- ✓ Le respect des normes établis pour la mise en place de solutions digitales
- ✓ Le respect des calendriers et des ressources prévus pour la mise en place des différentes solutions
- ✓ Rapport sur la mise en œuvre des recommandations formulés au cours de l'étude de faisabilité et dans les différents rapports
- ✓ Etat mise à jour des risques des différents projets concernés et la proposition de traitement adéquat
- ✓ Avis motivé sur les différents livrables des différentes étapes des projets concernés y compris le plan des tests et les résultats y relatifs

## III. Rapport de fin de mission

A la fin de la mission, l'Expert-Conseil devra fournir un rapport de fin de mission qui sera validé par un comité mis en place par l'autorité compétente.

L'acceptation des rapports donnera lieu à l'établissement d'un *procès-verbal de pré réception technique* signé par les cadres techniques désignés pour la supervision de la mission, et validé par la structure de pilotage du projet.

Les versions finales de tous les rapports seront livrées en version papier et électronique.



Kinindo, Quartier Zeimet  
Jonction Rues Kiremba et  
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)  
N° Projet : P176396/ P180987  
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

La livraison des différents livrables se fera selon le calendrier suivant :

N°	Libelle du livrable	Délais de livraison (Date de signature+ x semaines)	Décaissement (% du montant contractuel)
1	Feuille de route	1	5%
2	Propositions de normes à mettre en place pour le développement des solutions digitales dans le secteur public	3	15%
3	Audit des systèmes existants	10	20%
4	Etude de faisabilité des projets en cours	18	20%
5	Avis sur l'expression des besoins pour la mise en place des différents systèmes, en particulier sur la prise en compte des besoins stratégiques des hautes autorités (reporting et autre aspects) et l'interopérabilité entre les solutions décrites à travers les différents cahiers de charge	20	5%
6	Avis motivé sur les plans de renforcement des capacités des experts sectoriels en matière de conception et de développement de logiciels ainsi que la supervision des systèmes d'information nationaux	22	5%
9	Rapport de suivi semestriel des différents projets	Chaque semestre, le décaissement indiqué ici étant valable pour chaque rapport	5%
10	Rapport de fin de mission	88	10%



## VI. LIEU D'EXECUTION ET DUREE DE LA MISSION

La mission de cet expert-conseil se déroulera sur une période de 22 mois. Le démarrage de la mission est prévu au début du mois de Septembre 2026.

Les cadres techniques ou la structure désignés pour la supervision technique de la mission devront valider ces différents documents avec l'approbation du BESD. L'Expert-Conseil devra être disponible pour accomplir ses interventions dans toute institution où les activités réalisées dans le cadre de la mission l'exigent. Une partie du travail qui n'exige pas la présence physique de l'Expert-Conseil du travail pourra se faire à distance. Les détails seront fixés lors des négociations.

## VII. ANCRAGE INSTITUTIONNEL

L'Expert-Conseil est placé sous l'autorité et la supervision directe du Chef du BESD à qui il rend compte, adresse tous les rapports et à qui il apporte tous les conseils utiles en tout ce qui concerne la mise en œuvre des projets de digitalisation sur les aspects en lien avec les SI et les solutions logicielles.

## VIII. SUPERVISION DE LA MISSION ET VALIDATION DES LIVRABLES

L'expert sera placé sous la supervision directe du **Chef du BESD**. Les livrables seront déposés au BESD avec copie au Coordonnateur du PAFEN.

La gestion du contrat sera assurée par le Coordonnateur du PAFEN, qui mettra en place un Comité technique de suivi composé d'experts provenant de différentes structures, y compris la BESD. Ce Comité Technique de suivi validera les différents livrables, ce qui ouvrira la porte à leur paiement.

## IX. SECRET PROFESSIONNEL ET DEVOIR DE RESERVE

L'Expert-Conseil et le BESD s'engagent mutuellement à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance de l'autre partie quelle qu'en soit la nature et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de leurs personnels respectifs non appelés à les utiliser ou à en avoir connaissance. En particulier, l'Expert-Conseil s'engage à ne divulguer et à ne transmettre à de tierces parties, pendant la durée et après l'expiration du contrat, aucun renseignement de nature confidentielle concernant la mission, sans autorisation préalable expressément écrite de l'Administration. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle, ni à celles qui sont déjà connues du public.



L'Expert-Conseil doit afficher en tout temps un comportement et une attitude qui ne mettront en danger ni la bonne renommée de l'Administration ni sa crédibilité, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Le BESD ne pourra, en aucune manière, être tenue responsable pour tout préjudice que pourrait subir l'Expert-Conseil en raison d'actes posés en dehors de sa mission ou contraires aux lois et règlements en vigueur.

## X. PROFIL DU CONSULTANT

L'expert-Conseil en développement de Solutions digitales doit avoir les qualifications, compétences et aptitudes suivantes :

- **Diplôme : Bac+5 au moins en Informatique, Ingénierie, Transformation Digitale, ou Stratégie d'Entreprise,**
- **Certifications (un plus) :**
  - Agile (Scrum Master, SAFe)
  - Cloud (AWS Azure, Google Cloud)
  - ITIL, PMP, TOGAF
- **Expérience :**
  - Minimum 7 ans dans des fonctions de conseil en transformation digitale, stratégie IT ou développement de solutions digitales ;
  - Avoir pris part dans la conduite ou la supervision d'au moins un projet en matière de réalisation, de maintenance ou d'organisation de systèmes d'information ;
  - Avoir une expérience dans la collaboration avec institutions publiques et bailleurs de fonds et les partenaires au développement ;
  - Avoir une expérience dans les audits informatiques ;
  - Avoir déjà rédigé au moins un cahier des charges technique et fonctionnel ou conçu une architecture globale pour un système d'information de gestion financière ;
  - Avoir une expérience dans la gouvernance et la gestion des données publiques ;
  - Expérience dans la mise en œuvre d'un système d'information de gestion des finances publiques serait un atout ;
  - Expérience avérée dans la conduite ou conseil des projets informatiques ;





RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)

N° Projet : P176396/ P180987

Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

- Expérience dans la conception, le développement et le déploiement de systèmes d'informations d'envergure, des technologies du web et des applications web ;

- **Compétences et Expertise Requises**

- I. Compétences Stratégiques & Conseil**

- Capacité à analyser les besoins métiers et à identifier les opportunités de digitalisation
- Élaboration de stratégies digitales alignées sur les objectifs de l'entreprise
- Maîtrise des méthodes de conduite du changement et d'accompagnement des équipes
- Excellente compréhension des modèles économiques digitaux et des leviers d'innovation

- II. Expertise Technique**

- Connaissance approfondie des architectures SI modernes (Cloud, microservices, API, DevOps, etc.)
- Expérience en développement et intégration de solutions digitales (applications web, mobile, plateformes SaaS, etc.)
- Maîtrise des méthodologies Agile / Scrum / DevOps
- Capacité à auditer les solutions existantes et proposer des recommandations techniques et fonctionnelles

- III. Compétences en Gestion de Projet**

- Expérience en pilotage de projets digitaux complexes
- Maîtrise des outils de gestion de projet : JIRA, Confluence, Trello, etc.
- Capacité à animer des ateliers de co-construction avec les équipes métiers et techniques

*Toutes ces qualifications et compétences doivent être supportées par des attestations ou des certificats y relatifs.*



Kinindo, Quartier Zeimet  
Jonction Rues Kiremba et  
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi



## XI. CONSTITUTION DU DOSSIER

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- ✓ Une lettre de motivation ;
- ✓ Un curriculum vitae ;

En cas de nécessité, des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle pourraient être demandés.

## XII. CONDITIONS D'EMPLOI

L'expert-conseil sera un Consultant individuel rattaché au BESD :

- C'est un poste de Consultant individuel à temps partiel ;
- Possibilité de travail à distance et sur site selon les exigences des missions ;
- Le Consultant individuel est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

## XIII. METHODE ET PROCEDURE DE SELECTION

Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection des Consultants Individuels, conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de Septembre 2023 et conformément aux critères exigés au regard des présents termes de référence ».

La sélection de l'expert-conseil sera effectuée par appel à candidatures. Il sera retenu, après avis de non-objection de la Banque mondiale, en fonction de ses qualifications et expériences pertinentes et sa capacité à réaliser pleinement la mission.

La procédure de sélection comportera deux (2) phases :

**(a) Phase de présélection des candidats sur la base de comparaison des CVs des candidats sur 100 points**

Cette étape sera constituée d'une présélection sur base de dossiers où seront retenus les candidats ayant les qualifications et l'expérience requises pour le poste conformément aux TdR ci-dessus.

**La répartition des notes pour cette phase sera faite dans l'esprit de ne retenir que les candidats ayant le meilleur profil en privilégiant l'expérience pertinente des candidats pour le poste qui sera notée à pas moins de 85 %.**



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)  
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)  
N° Projet : P176396/ P180987  
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

Pour tous les autres critères : (i) Diplôme (pas plus de 5%) ; (ii) Connaissance de langues (pas plus de 5%) et (iii) maîtrise de l'outil informatique sur CV pas plus de 5%

**A cette Phase, seuls les candidats ayant reçu une Note Minimale de 75% seront retenus.**

**Au cas où aucun des candidats n'aura totalisé la Note Minimale de 75%, il sera alors retenu les trois premiers parmi ceux ayant reçu une Note Supérieure ou Egale à 70%.**

**(b) Phase d'interview des candidats présélectionnés sur 100 points.**

Après la non-objection de la Banque Mondiale sur les résultats de la présélection, il sera procédé à l'interview des candidats retenus.

**A la fin du processus, les candidats seront classés par ordre de mérite après pondération des différentes notes obtenues dans les 2 phases de la Sélection. La note du CV aura un poids de 70% et celle de l'interview 30% (le CV sera pondéré pour 70% et l'Interview pour 30%).**



Kinindo, Quartier Zeimet  
Jonction Rues Kiremba et  
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi